

Lettre ouverte à Jean-Bernard LEVY, Président d'EDF

Valence, le 4 février 2021

Monsieur le Président Directeur Général,

La Loi Climat-Energie, la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) et la Stratégie Nationale bas-carbone définissent de très faibles objectifs et priorités d'actions du Gouvernement en matière d'énergie en décalage avec les urgences climatiques et sanitaires présentes.

Les risques que fait courir au pays et aux pays limitrophes la destruction atomique comme mode de production d'énergie électrique et d'armements terrifiants ne répond pas plus et sans attendre aux menaces et enjeux d'aujourd'hui tels les atteintes sanitaires du fait des rejets radioactifs et des déchets sacrifiant les générations futures, le dérèglement climatique qui entraîne l'émergence de nouvelles maladies et de déséquilibres.

La sécurité d'approvisionnement énergétique ne peut être assurée que par des technologies soustraites aux atteintes sanitaires radioactives, aux risques de catastrophe nucléaire telle celle subie à Tchernobyl (1986) et celle de Fukushima-Daïchi (2011) qui continuent de meurtrir les populations et les territoires sans que les problématiques des contaminations et déchets accumulés ne puissent être solutionnées.

L'amélioration de l'efficacité énergétique, la baisse de la consommation d'énergie primaire en particulier fossile telle celle extraite des mines d'uranium – afin de ne pas voler à la Terre plus qu'elle ne peut offrir - doit s'accompagner de l'augmentation du pouvoir d'achat des usagers par un abaissement des coûts de production de l'énergie ce qui est antinomique avec le nucléaire coûteux et dévoreur de soutiens financiers publics récurrents.

Les coûts d'investissement exorbitants et démesurés du nucléaire et le retour sur investissement trop long et très aléatoire ne répondent pas non-plus aux urgences.

Le décret gouvernemental de la PPE paru le 21 avril 2020 entérine l'exigence et la fuite en avant d'EDF de construire six réacteurs EPR dit de « nouvelle génération ». Pourtant la conception de ce réacteur date en fait du siècle passé, son niveau de sûreté n'a pu être démontré en dehors des plans théoriques, sa construction-test de Flamanville (et d'Olkiluoto en Finlande) accumule plus de 12 ans de retard avec un coût prévisionnel multiplié par trois, sa sur-puissance est contraire à la baisse indispensable de la sur-production, son existence même est loin de répondre aux performances environnementales en générant aussi des déchets mortels pour des centaines de milliers d'années et des rejets quotidiens radio-contaminants dans l'air et dans les eaux.

Implanter de nouveaux réacteurs au Tricastin dans une **zone sismique active**, lancer la construction éventuelle d'un tel délirant chantier n'est pas raisonnable. D'autant que **la digue du canal de Donzère-Mondragon n'est pas de nature à protéger l'ensemble du site** qui se trouve en contre-bas à 10 m sous le niveau de l'eau et bien que renforcée en deux endroits (après l'obligation de l'ASN en 2017 de mettre à l'arrêt l'ensemble de la centrale nucléaire) ne pourra jamais être aux normes de robustesse "post-Fukushima".

Et ces nouveaux réacteurs nucléaires EPR vont produire à leur tour des **déchets radioactifs** dont on ne sait que faire si ce n'est les cacher sous terre et que personne ne veut, et leur gestion et le **coût reposera pour des centaines de milliers d'années sur les générations futures**.

La réserve foncière de 135 hectares constituée par EDF sur et autour du site du Tricastin devrait servir au **développement des énergies alternatives à non-risques** dans notre région qui bénéficie d'un potentiel exceptionnel en matière d'énergies renouvelables (éolien, solaire, biomasse, hydraulique, géothermie,...). Dans ce cadre, il importe **qu'EDF développe une véritable politique de reconversion professionnelle**, une grande partie des travailleurs du nucléaire pourraient mettre en œuvre leurs compétences et leur savoir-faire dans le développement de nouvelles filières énergétiques permettant de fournir de l'électricité décarbonnée favorisant notre indépendance énergétique et la planète.

Un réacteur atomique EPR ne sera pas non plus de nature à compenser la **fermeture inéluctable des 4 réacteurs** 900 MW du Tricastin et, passé le chantier qui mobiliserait des travailleurs au statut souvent précaire et intérimaire, aucun impact positif durable sur l'économie de nos départements ne sera enregistré.

Pire toute la valeur et le renom des **terres et productions agricoles** de nos départements comme de l'**immobilier** s'effondreront durablement, comme c'est déjà le cas actuellement. La région sera considérée comme zone à risque extrême et le **secteur touristique** en pâtira aussi. Tous nos départements seront encore plus sinistrés.

Vous avez accordé un entretien à une délégation d'élus pro-nucléaires complices et fanatiques du sud Drôme en février au siège d'EDF à Paris. A cette occasion vous vous êtes répartis les rôles pour manipuler les populations et faire prendre des vessies pour des lanternes. Ces élu-es aux ordres ne manquent d'ailleurs pas de faire acte d'allégeance en vous remerciant par lettre-ouverte et communiqué de presse « *des échanges constructifs que nous avons partagés* » en souhaitant « *dans le cadre d'une délégation d'élus élargie, apporter notre soutien à la concrétisation de cette candidature en Tricastin* ».

C'est oublier un peu vite les **7000 signataires** de la pétition remise au Conseil général de Vaucluse il y a quelque temps et les **41 000 dernièrement réclamant la fermeture des réacteurs nucléaires du Tricastin et de l'ensemble du site atomique**. Ne prenez pas en otage et comme cobaye les 1 900 000 personnes qui vivent dans un rayon de 90 km autour du site atomique du Tricastin.

Tels des bonimenteurs de bas étage ces élu-es reprennent la propagande des cabinets conseils privés qui vous accompagnent (chèrement) dans la mise en place de votre manipulation mentale et financière louant bêtement « des atouts significatifs », contraires à la réalité, en s'appuyant sur un sondage BVA de juin 2019 démontrant le contraire de ce qu'ils affirment.

Ainsi cette étude BVA réalisée à la demande de Orano (ex-Areva, en faillite) et le baromètre annuel de l'IRSN (1) font ressortir que les interrogés (échantillon représentatif) estiment à :

- . 69% : que l'énergie nucléaire contribue à la **production de gaz à effet de serre et au dérèglement climatique**,
- . 43% : que le nucléaire a un **impact négatif sur la santé**,
- . 56% : que la gestion des **déchets nucléaires** est une préoccupation
- . 52% : que le **risque d'accident** est inquiétant,
- . 45% : que le **vieillessement des installations** est un problème

citons aussi les autres appréciations négatives tel

- . le **coût de l'électricité nucléaire** pour 63%
- . l'**impact environnemental** pour 53%

tandis que 70% estiment que l'énergie nucléaire est coûteuse à la production.

A la question du baromètre annuel de l'IRSN « **l'énergie nucléaire est-elle une énergie d'avenir ?** » mise en perspective avec différentes formes d'énergies : la réponse des Français est sans appel : c'est **NON à 70%** qui jugent l'énergie nucléaire (tout comme le pétrole et le gaz)

comme n'étant pas une énergie d'avenir. (Ces dernières sont largement devancées par le renouvelable, le solaire pour une majorité absolue avec 51% de citations).

Nous savons que la prétendue « **indépendance** » de la France grâce au nucléaire est une supercherie : les plans des réacteurs atomiques sont états-uniens, la mise à feu de la bombe atomique tricolore est britannique, l'uranium vient du Niger et du Kazakhstan.

Bien sûr, nous savons par expérience que **EDF est un Etat dans l'Etat**, que la caste militaire polytechnicienne tient les rênes, que le CEA/Orano/EDF sont les véritables décideurs de la politique énergétique de la France depuis 1945, que vous ne tenez jamais compte – vous comme vos prédécesseurs - de **l'opinion des citoyen-nes** et imposez vos choix au pays quelque soit les régimes politiques en place, que votre véritable raison d'être est la domination des peuples par **un système d'entreprise/de décision/de production centralisé** et par la production du plutonium et du tritium indispensable à la **bombe atomique**. Cette même bombe et arsenal atomique que l'ONU vient de décréter illégal en janvier dernier (traité TIAN). **La France est donc en infraction au droit international et vous avec en tant que producteur atomique.**

Nous savons aussi que **le secteur nucléaire ne tient que par le soutien financier constant et massif des gouvernements** puisant allègrement dans l'impôt payé par les citoyen-nes.

Nous vous invitons à **ne pas troubler ni porter atteinte à la vie publique de nos départements, à la paix civile**. Pas d'EPR ni en Provence, ni en Occitanie ni ailleurs. Nous vous exhortons : honorez-vous d'avoir été le PDG qui sortira la France de l'horreur nucléaire et donnera aux citoyens, aux salariés, aux élus, aux associations la maîtrise de leur avenir commun énergétique.

Soyez assuré, Monsieur le Pdg de EDF, de notre extrême vigilance et détermination à empêcher toute implantation atomique et tout écocide nucléariste en Provence et ailleurs.

Signé :

Michèle Van Moss, éducatrice retraitée, **Elisabeth Bénichou**, retraitée de l'éducation nationale, **Christine Dardhalon**, artiste retraitée, **Sylvie Drouet Croc**, spécialiste informatique et logiciels libres, **Maya Farhat**, enseignante, **Maryline Balbo**, aide-soignante en Ephad, **Flamina Kung**, ingénieur d'étude environnement - co-gérante bureau d'étude , **Claire Maugein**, orthophoniste, **Julie Lavarello**, chargée de communication, **Florence Miller**, enseignante retraitée de l'éducation nationale, **Martine Lacoste-Guiraute**, enseignante, **Florence Grillot**, auteur et professeur de théâtre, **François Warlop**, agronome, **Bernard Senet**, médecin, **Victor Alzina**, retraité du bâtiment, **Pierre Péguin**, docteur es-science en physique du solide retraité, **Jean-Pierre Seignon**, éditeur de presse, diplômé d'agriculture biologique, **Marc Isoard**, enseignant retraité, **Alain Volle**, porte parole du collectif Stop Tricastin, **Jean Marc Bagnol** , artisan, **Jacques Gelez**, architecte, **Gilbert Tallent**, retraité de l'Education nationale, **Robert Eymeri**, écrivain, **Jean-Pierre Prablanc**, agent de sécurité, **Bertrand Monboisset**, artiste, **Eric Knufner**, aide soignant en psychiatrie, **Georges Richard**, comptable retraité, **Raymond Vial**, éducateur, **Daniel Drouet**, chef de chantier en bâtiment , **Guy Chenevier**, musicien, syndicaliste, **Benoît Massoteau**, retraité de l'Éducation Nationale, **Michel Gay**, retraité de la métallurgie, **Serge Sargentini**, Organisation Environnementale EHS-France .

(1) <https://barometre.irsn.fr/les-francais-et-le-nucleaire-opinion-sur-lenergie/>